

Demande de Permis de construire comprenant ou non des démolitions

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

- ① Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
 - ① Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ».
- Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.**

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez une nouvelle construction.
- vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- votre projet comprend des démolitions.
- votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

P C 0 7 8 3 9 7 2 4 E 0 0 1 1
PC Dpt Commune Année N° de dossier
La présente déclaration a été reçue à la mairie
le 1 3 / 1 2 / 2 0 2 4



Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National
- ☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- ☐ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 Identité du demandeur^[1]

① Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir du deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

1.1 Vous êtes un particulier

Nom

Prénom

Date et lieu de naissance : Date :

Commune :

Département :

Pays :

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination

Raison sociale

SJ2C

SJ2C

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

8 9 2 7 1 5 3 5 0 0 0 0 1 3

SCI

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

PRIEUR

SIMON

2 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : 14

Voie : RUE DE LA BOURGEOISERIE

Lieu-dit :

Localité : Abondant

Code postal : 2 8 4 1 0

BP :

Cedex :

Téléphone : 0 6 1 9 9 2 0 0 8 0

Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

simon.prieur

@hotmail.fr

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays :

Division territoriale :

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

2Bis Identité et coordonnées d'une personne autre que le(s) demandeur(s)^[2]

⁽ⁱ⁾ Si vous souhaitez que les réponses de l'administration (autres que les décisions) soient adressées à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées.

Pour un particulier :

Nom

Prénom

Pour une personne morale :

Dénomination

Raison sociale

CLIMATGAZ

CLIMATGAZ

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

3 8 5 3 0 4 7 5 3 0 0 0 4 4

EURL

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

PRIEUR

SIMON

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

Le 20/02/2025

^[2] J'ai pris bonne note que ces informations doivent être communiquées avec l'accord de la personne concernée. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

Adresse : Numéro : 92 Voie : AVENUE HABERT DE MONTMORT

Lieu-dit :

Localité : LE MESNIL SAINT DENIS

Code postal : 7 8 3 2 0 BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Téléphone : 0 6 1 9 9 2 0 0 8 0 Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique :

simon @climatgaz.fr

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

① Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet. Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire^[3].

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : 7 Voie : Rue de Versailles

Lieu-dit :

Localité : Le Mesnil-Saint-Denis

Code postal : 7 8 3 2 0

Références cadastrales^[4] :

① Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 11.

Préfixe : 0 0 0 Section : 0 Z Numéro : 0 1 0 5 Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : 1611

3.2 Situation juridique du terrain

① Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? ☐ Oui ☒ Non ☐ Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 11 FEV. 2025



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

Le 20/02/2025

[3] Si votre projet d'aménagement est situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire et prévu par un plan de revitalisation partenarial d'aménagement (PPA), la contiguïté des parcelles n'est pas requise dans le cadre d'une demande de permis de construire.

[4] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

4 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

4.1 Architecte

Vous avez eu recours à un architecte^[6] : Oui ☒ Non ☐

Si oui, vous devez compléter les informations ci-dessous :

Pour un architecte personne physique :

Nom de l'architecte :

DENIEL-PAGNOUX

Prénom :

FREDERIC

Pour un architecte personne morale :

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Numéro : 3

Voie : ALLEE JOSEPH AFCHAIN

Lieu-dit :

Localité : Maurepas

Code postal : 7 8 3 1 0 BP : Cedex :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes^[7] : n°075061PC000561282

Conseil régional de l'ordre : ILE DE FRANCE

Téléphone : 0 6 0 7 6 2 4 4 7 5 ou Télécopie : ou

Adresse électronique :

afdpa@architectes.org

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte, veuillez cocher la case ci-dessous^[8] :

☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

4.2 Nature du projet envisagé

☐ Nouvelle construction

☒ Travaux sur construction existante

☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 11.FEV. 2025

[6] Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture).

[7] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes.

[8] Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble de la surface de plancher à plus de 150 m² de surface de plancher ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m².

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
Le 20/02/2025

Application agréée e-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Extension d'un local d'activité artisanal + garage accolé

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé),

indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet :

Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol, indiquez sa puissance crête kW et la destination principale de l'énergie produite :

4.3 Informations complémentaires

• Nombre total de logements créés : dont individuels : dont collectifs :

• Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :

Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro

Autres financements :

• Mode d'utilisation principale des logements :

☒ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location

S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :

☐ Résidence principale ☐ Résidence secondaire

Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser :

☐ Piscine ☒ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin

☐ Autres annexes à l'habitation :

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :

☐ Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme

☐ Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées

☐ Autres, précisez :

• Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :

• Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : 1 pièce 2 pièces

3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus

• Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol

• Indiquez si vos travaux comprennent notamment :

☒ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires

• Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :

☐ Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale
☐ Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

4.4 Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

4.5 Destination des constructions et tableau des surfaces

i Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1^{er} janvier 2016.

Surfaces de plancher^[9] en m² (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[10] (B)	Surface créée par changement de destination ^[11] (C)	Surface supprimée ^[12] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[11] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation	37.36					37.36
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ^[13]	93.94	41				134.94
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif						
Surfaces totales (m²)	131.3	41				172.3

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 1^{er} FEV. 2025

[9] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur www.service-public.fr.

[10] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[11] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

[12] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

[13] L'activité d'artisan étant désormais définie par les articles L.111-1 et suivants du code de l'artisanat, « activité professionnelle consistant en la fabrication, la transformation, de réparation ou de prestation de services figurant sur une liste établie par l'article R.111-1 du même code ».

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

Le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

4.6 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

① Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d'urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5.

Surface de plancher en m² ^[14] (article R.111-22 du code de l'urbanisme)

Destinations (article R.151-27 du code de l'urbanisme)	Sous-destinations (article R.151-28 du code de l'urbanisme)	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[15] (B)	Surface créée par changement de destination ou de sous-destination ^[16] (C)	Surface supprimée ^[13] (D)	Surface supprimée par changement de destination ou de sous-destination ^[17] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Lieux de culte						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs primaire, secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
	Cuisine dédiée à la vente en ligne						
Surfaces totales (en m ²)							

Vu pour être annexé à mon arrêté

du 11 FEV. 2025

[14] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces disponible sur www.service-public.fr.

[15] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[16] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de services.

[17] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles.

[18] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

4.7 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : 3 Après réalisation du projet : 8

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : _____ Voie : _____

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :

Lieu-dit : _____

Localité : _____

Code postal : _____

Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement : 133 m², dont surface bâtie : 41 m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) : _____

5 À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

i Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

☐ Démolition totale ☐ Démolition partielle

En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Vu pour être annexé à mon arrêté

11 FEB. 2025



Nombre de logements démolis :

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

RECUEIL EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22 DD-078-217803972-20250211-URB 25 02 1

6 Participation pour voirie et réseaux

i Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur,

6.1 Pour un particulier

Nom

Prénom

6.2 Pour une personne morale

Dénomination

Raison sociale

N° SIRET

Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale :

Nom

Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Adresse électronique :

@

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 11 FEV. 2025



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

7 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

- porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité (IOTA) soumis à déclaration Loi sur l'eau en application des articles L. 214-1 et suivants du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒
- porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L.181-1 du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒
- fait l'objet d'une dérogation au titre du L.411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées) Oui ☐ Non ☒
- porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement Oui ☐ Non ☒

- relève de l'article L.632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne) Oui ☐ Non ☒
 - a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme Oui ☐ Non ☒
- Précisez laquelle :

- est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie Oui ☐ Non ☒

i Si votre projet conduit à porter atteinte à une allée d'arbres ou un à alignement d'arbres bordant une voie ouverte à la circulation publique au sens de l'article L. 350-3 du code de l'environnement, une autorisation doit être obtenue ou une déclaration réalisée en application de cet article.

Indiquez si votre projet se situe dans les périmètres de protection suivants :

i Informations complémentaires

☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

☐ se situe dans les abords d'un monument historique

☐ porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

☐ si votre projet se situe dans un site classé ou en instance de classement au titre du code de l'environnement

8 Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

Je suis informé(e) qu'une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du CGI) pour le calcul des impôts directs locaux et des taxes d'urbanisme, sur l'espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ». Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

À **Le Mesnil-Saint-Denis**

Fait le **13/12/2024**

Oui



Signature du (des) demandeur(s)

Vu pour être annexé à mon arrêté

A Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
- un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

– un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;

– deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de ville national ;

– deux exemplaires supplémentaires, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale ;

11 FEV. 2025



20/02/2025 18h47

REÇU EN PREFECTURE

Le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1

Références cadastrales : fiche complémentaire

i Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : ____ Section : ____ Numéro : ____ Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : ____

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____ Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____ Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) : _____
Vu pour être annexé à _____

Préfixe : _____ Section : _____ Numéro : _____ Superficie de la parcelle cadastrale (en m²): _____

Superficie totale du terrain (en m²) : 1611



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et à la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.


1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Vos données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice

de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère chargé de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère chargé de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* .

Concernant SITADEL, vous pouvez exercer vos droits d'accès et de rectification auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

• à l'adresse suivante :

rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

Attention, si votre question concerne le traitement de vos données à des fins d'instruction, veuillez vous reporter au 1).

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), à partir de son formulaire de contact <https://www.cnil.fr/fr/plaintes>.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du

11 FEV. 2025



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

* <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043279929>

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées

ci-dessous [Art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national...)^[20] ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [Art. L.112-13 du code de la construction et de l'habitation].

Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PC1, PC2 et PC3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [Art. A. 431-9 du code de l'urbanisme].

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier + 5 exemplaires supplémentaires
<input type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ^[21]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[21]	1 exemplaire par dossier



[20] Se renseigner auprès de la mairie.

[21] Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10 -2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input type="checkbox"/> PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-4 du code de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif:	
<input type="checkbox"/> PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques :	
<input type="checkbox"/> PC12. L'attestation relative au respect des règles de construction parasismique au stade de la conception [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :	
<input type="checkbox"/> PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un agrément :	
<input type="checkbox"/> PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :	
<input type="checkbox"/> PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	



1 exemplaire par dossier
11 FEV. 2025

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47
REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025
Application agréée E-legalite.com

Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC 16-1. L'attestation de respect de la réglementation thermique, lorsqu'elle est exigée en application de l'article R.122-22 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC 16-1-1. L'attestation de respect des exigences de performance énergétique et environnementale, lorsqu'elle est exigée en application de l'article R.122-24-1 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :	
<input type="checkbox"/> PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement :	
<input type="checkbox"/> PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation :	
<input type="checkbox"/> PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé:	
<input type="checkbox"/> PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prises en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :	
<input type="checkbox"/> PC 16-6. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2025



REÇU EN PREFECTURE
Le 20/02/2025
Application agréée E-legalite.com

Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :	
<input type="checkbox"/> PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m ² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :	
<input type="checkbox"/> PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le projet est soumis à la redevance bureaux :	
<input type="checkbox"/> PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1 000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :	
<input type="checkbox"/> PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :	
<input type="checkbox"/> PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :	
<input type="checkbox"/> PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :	
<input type="checkbox"/> PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	du 11 FEV. 2025 3 exemplaires du dossier spécifique
<input type="checkbox"/> PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
Le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :	
<input type="checkbox"/> PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 112-13 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :	
<input type="checkbox"/> PC 40-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 112-9 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-3. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme prévue à l'article L.152-5-2 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-4. Une demande de dérogation comprenant le document prévu à l'article R.171-3 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité environnementale [Art. R.431-31-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :	
<input type="checkbox"/> PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :	
<input type="checkbox"/> PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :	
<input type="checkbox"/> PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :	
<input type="checkbox"/> PC44. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
Si votre projet est soumis, au titre du code du tourisme, à une autorisation de location d'un local à usage commercial en tant que meublé de tourisme tenant lieu d'autorisation d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC 45. Un document contenant la mention et les éléments prévus au 1) de l'article R. 324-1-7 du code du tourisme.	1 exemplaire par dossier
Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :	
<input type="checkbox"/> PC 46. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Vu pour être annexé à l'annexe n° 11 du 11 FEV. 2025

du



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

- ① Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
 le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le **permis de construire** ;
- le **permis d'aménager** ;
- le **permis de démolir**.

Selon la nature, l'importance et la localisation

des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

→ Le **formulaire de demande de permis d'aménager et de construire** peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

⚠ Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

→ Le **formulaire de demande de permis**

de construire pour une maison individuelle doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ Le **formulaire de permis de démolir** (cerfa n° 13405) doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé ou lorsque le conseil municipal du lieu où se situe le projet a institué cette obligation. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ Le **formulaire de déclaration préalable** doit être utilisé pour déclarer des aménagements, des constructions ou des travaux non soumis à permis. Lorsque votre projet concerne une maison individuelle existante, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes.

Lorsque votre projet concerne la création d'un lotissement non soumis à permis d'aménager ou une division foncière soumise à contrôle par la commune, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager.

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

2 Informations utiles

→ Qui peut déposer une demande ?

• En application de l'article R. 423-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2 000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2 500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

⚠ Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, etc.), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation.

Vu pour être annexé à mon arrêté



15 FEV 2025

REÇU EN PREFECTURE
Le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

→ Où déposer la demande ou la déclaration par voie papier ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalisation.gouv.fr)

5

Taxes d'urbanisme

Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-4 du code du patrimoine (redevance d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation. Le paiement interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés 12 mois après la délivrance de votre autorisation. A noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1635 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (redevance d'archéologie préventive). La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1635 quater A du code général des impôts.



Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros. Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1er septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 11 FEV. 2025



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1

Récépissé de dépôt d'une demande de permis de construire ou de permis d'aménager

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé une demande de permis de construire ou d'aménager. **Le délai d'instruction de votre dossier est de TROIS MOIS** et, si vous ne recevez pas de courrier de l'administration dans ce délai, vous bénéficierez d'un permis tacite.

- **Toutefois, dans le mois qui suit le dépôt de votre dossier, l'administration peut vous écrire :**
 - soit pour vous avertir qu'un autre délai est applicable, lorsque le code de l'urbanisme l'a prévu pour permettre les consultations nécessaires (si votre projet nécessite la consultation d'autres services...) ;
 - soit pour vous indiquer qu'il manque une ou plusieurs pièces à votre dossier ;
 - soit pour vous informer que votre projet correspond à un des cas où un permis tacite n'est pas possible.
- **Si vous recevez une telle lettre avant la fin du premier mois, celle-ci remplacera le présent récépissé.**
- **Si vous n'avez rien reçu à la fin du premier mois suivant le dépôt, le délai de trois mois ne pourra plus être modifié. Si aucun courrier de l'administration ne vous est parvenu à l'issue de ce délai de trois mois, vous pourrez commencer les travaux¹ après avoir :**
 - adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (vous trouverez un modèle de déclaration CERFA n° 13407 à la mairie ou sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>) ;
 - affiché sur le terrain ce récépissé sur lequel la mairie a mis son cachet pour attester la date de dépôt ;
 - installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Vous trouverez le modèle de panneau à la mairie, sur le site officiel de l'administration française : <http://www.service-public.fr>, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.
- **Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :**
 - dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu de vous en informer au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
 - dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal, excepté dans le cas évoqué à l'article 222 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique. Elle est tenue de vous en informer préalablement et de vous permettre de répondre à ses observations.

1 Certains travaux ne peuvent pas être commencés dès la délivrance du permis et doivent être différés : c'est le cas des travaux situés dans un site classé, des transformations de logements en un autre usage dans les communes de plus de 200 000 habitants et dans les départements de Paris, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, ou des installations classées pour la protection de l'environnement. Vous pouvez vérifier auprès de la mairie que votre projet n'entre pas dans ces cas.

(à remplir par la mairie)

Le projet ayant fait l'objet d'une demande de permis n° PC07839724E0011

déposée à la mairie le : 16 12 2024

par : SJ2C SJ2C, M. PRIEUR SIMON - (pièces complémentaires déposées le 19/12/24)

fera l'objet d'un permis tacite² à défaut de réponse de l'administration trois mois après cette date. Les travaux pourront alors être exécutés après affichage sur le terrain du présent récépissé et d'un panneau décrivant le projet conforme au modèle réglementaire.

Cachet de la mairie :



Vu pour être annexé à mon arrêté
du 11 FEV. 2025

2 Le maire ou le préfet en délivre certificat sur simple demande.

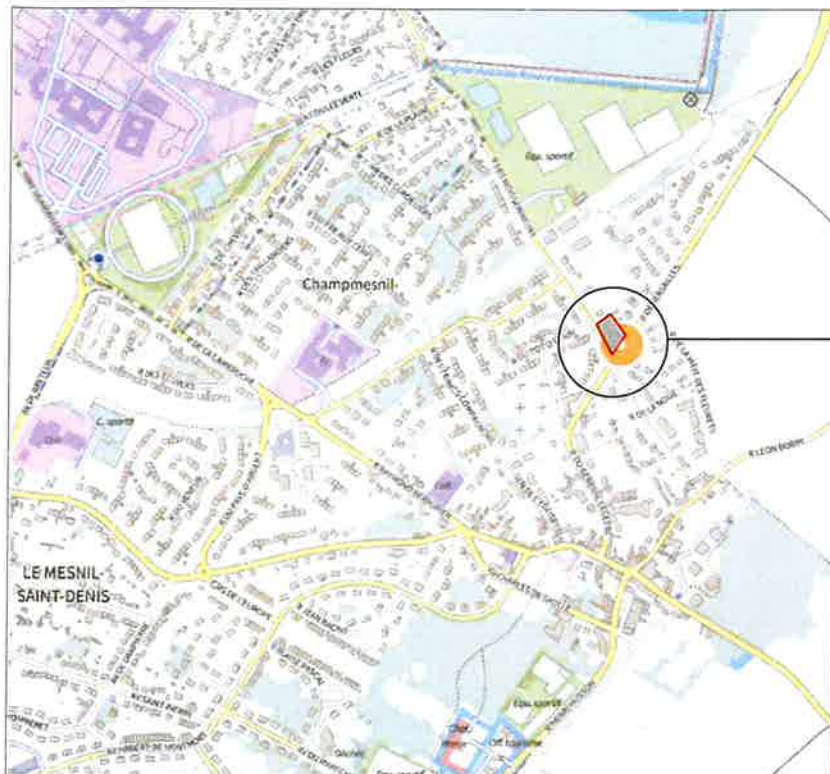
Délais et voies de recours : Le permis peut faire l'objet d'un recours administratif ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain d'un panneau décrivant le projet et visible de la voie publique (article R. 600-2 du code de l'urbanisme).

L'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier copie de celui-ci à l'auteur de la décision et au titulaire de l'autorisation (article R. 600-1 du code de l'urbanisme).

Le permis est délivré sous réserve du droit des tiers : Il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la reconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis de construire respecte les règles d'urbanisme.

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

RECU EN PREFECTURE
Le 20/02/2025
Application agréée E-legalite.com



Plan de Localisation
Sans échelle

Modification et extension d'un local d'activité
7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis

Vu pour être annexé à mon arrêté
du

11 FEV. 2025



Plan de Situation
Sans échelle

(Signature)

Cacnet/Signature Client

24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS

Référence Dossier

Modification et extension d'un local d'activité
Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis

Intitulé et localisation

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

PC01_LOCALISATION-SITUATION

PC

Section

24-009_PC-IND00.DWG

Référence Fichier

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1-

Echelle

Date

Indice

pièce substitutive

06 FEV. 2025

I/ ETAT INITIAL DU TERRAIN ET DE SES ABORDS**I-1 Le bâti existant**

La parcelle cadastrée 000 Z n°105 comporte une maison de base rectangle avec une véranda. Le bien à usage de maison individuelle est en cour de vente en vu d'un usage modifié partiellement en artisanat dont le changement de destination par la DP 078 397 24 E 0060 a été validé le 17/10/2024.

La construction est donc constituée d'un volume simple à RDJ + RDC + Combles. Toits à 2 pans constitués de pentes à 30° environ. Un volume de véranda s'adosse au volume principal sur le plan RDC. Toits à 3 pans constitués de pentes à 10° environ.

Rappel des changements de destination de la DP 078 397 24 E 0060 en date 17/10/2024:

- Surface de plancher conservée en habitation (Combles) : 37.36 m²
- Surface de plancher transformée en artisanat par changement de destination (RDC) : 93.94 m²

> Total surface de plancher existante :**131.30 m²**

Couvertures tuiles terres cuites (65/m²) brunes. Façades en enduit sur ITE taloché ton pierre et modénatures blanches. Menuiseries PVC blanches + volets roulants apparent aluminium blanc en tableaux et vitrages clairs. Véranda aluminium beige + Volets roulants aluminium beige en applique. Ferronneries Noires.

Un abri de jardin et un garage constitués de volumes simples forment les annexes existants.

Clôtures constituées de poteaux bétons + grillage en limites de propriété et de mur bahut bas + poteaux surmontés d'une palissade à clairvoie verte en aluminium en limites sur rues.

I-2 Les abords :

Tissu rural moyennement dense comportant du pavillonnaire diffus. Matériaux de construction et couleurs hétérogènes.

Jardins entretenus "raisonnablement".

II/ PRESENTATION DU PROJET**II-1 Aménagement prévu**

Le projet prévoit la création d'une extension en deux volumes à usage de garage pour l'un et de local d'activité artisanale pour l'autre.

- Surface de plancher existante : 131.30 m²
- Surface de plancher créée : 41.00 m²

> Total surface de plancher totale: 172.30 m²**>> Dont 134.94 m² dédiés à l'activité artisanale.****II-2 Eléments Aménagement****Implantation/Organisation/Composition/Volumes**

Le projet d'extension s'implante en façade Sud/Sud-Est du bâti existant. Un premier volume à usage de garage accolé (annexe) à RDC avec toiture terrasse inaccessible (Acrotère ht 4.00m). L'implantation de ce volume permet de ne pas impacter les baies existantes en façade Nord-Est. Ce volume ne comporte pas de baie en façade autre que la porte de garage avec imposte vitrée.

Un second volume à usage de local d'activité artisanale s'implante en jonction de ce volume créé et du volume existant avec une rotation de 45°, permettant à sa toiture terrasse inaccessible d'accueillir de façon optimale des panneaux solaires orientés plein Sud. La hauteur de ce volume à l'acrotère est de 5.00m. Les panneaux solaires seront non visibles de la rue car installés dans la hauteur de retombée d'acrotère sur le toit terrasse. Les baies en façades sont de nature à ouvrir largement ce volume ainsi créé sur le parc qui sera paysagé en lieu et place des grandes surfaces de gazon.

II-3 Aspects Aménagement**Constructions/Clôtures/Végétations/Aménagements en limites du terrain**

Les clôtures ne sont globalement pas modifiées par le projet. Seul le portail au 2, Rue de la Louveterie sera transformé en portail coulissant et porté à une largeur hors tout de 5.00m pour les besoins mutualisés de l'habitation et de l'activité. Dans le cadre du projet d'aménagement paysager, les clôtures seront globalement doublées de haies vives d'essences locales.

II-4 Matériaux de construction**Existant non modifié.**

Structure et ossature: Enveloppe béton de chanvre sur ossature sur extension **Menuiseries extérieures:** Menuiseries aluminium Teinte A37 ou similaire - Selon guide couleur du PNR, Vitrage clair. Ferronneries Noires. **Murs volume garage + bandeau enseigne :** Enduit chaux ton pierre taloché fin Teinte A04 ou similaire (Selon guide couleur du PNR) **Murs volume local artisanal:** Bardage bois. Pose en vertical sur les surfaces courantes **Toitures terrasse:** Zinc prépatiné en bac à tasseau sur volume garage. Cheneaux et descente EP en zing pré-patiné encastré + bac récupérateur d'eaux pluviales. Toiture terrasse étanchée sous protection lourde gravillonnée sur local artisanal + panneaux solaires posés.

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 11 FEV. 2025

A 04

A 37

II-5 Espaces libres/Végétation

Adapté dans le cadre du projet. Compléments de végétalisation du jardin par des haies vives, plantes, arbustes et arbres d'essences locales. Création d'un bassin de rétention des eaux pluviales avec puisard d'infiltration + trop plein vers le réseau existant

II-6 Espaces libres/Circulations/Terrasse

Piétonnes: Adapté à l'accueil des PMR au local d'activité artisanale depuis la rue de Versailles dans le cadre du projet.

VL: Adapté dans le cadre du projet : 2 places conservées pour la partie habitation, 5 places créées pour le local d'activité artisanale, 1 place PMR créée pour l'accueil du public de l'activité artisanale.

Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

24-009_PC pour M. VESNIL SAINT DENIS

Modification et extension d'un local d'activité

7, Rue de Versailles 78320 La Vierge - Saint Denis

et sera en vigueur à compter du 20/02/2025

PC04 NOTICE

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

fcp

FREDERIC DENIEL-PAGNOUX
ARCHITECTE DPLG

Ordre des Architectes n°075061

Cachet/Signature Architecte

Cachet/Signature Client

51 11.2



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1





Vu pour être annexé à mon arrêté

du 11 FEV. 2025



Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

 <p>FREDERIC DENIEL-PAGNOUX ARCHITECTE DPLG Ordre des Architectes n°075061 Cachet/Signature Architecte</p>	 <p>Cachet/Signature Client</p>	<p>24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS</p> <p>Référence Dossier</p> <p>Modification et extension d'un local d'activité 7, Rue de Versailles 78320 Mesnil-Saint-Denis</p> <p>Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47</p> <p>Intitulé et localisation</p> <p>PC07_PHOTO-PROCHE-EXISTANT</p> <p>Section</p> <p>24-009_PC-IND00.DWG</p> <p>Référence Fichier</p> <p>22_DD-078-2178 03972-20250211-URB_25_02_1</p> <p>Echelle</p> <p>Date</p> <p>Indice</p> <p>REÇU EN PREFECTURE le 20/02/2025 Application agréée E-legalite.com</p>
---	--	---



Vu pour être annexé à mon arrêté
du 11 FEV. 2025



Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

Cochet/Signature Client

24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS

Référence Dossier

Modification et extension d'un local d'activité
7, Rue de Versailles

Intitulé et localisation

PC08_PHOTO-LOINTAIN-EXISTANT

Section

24-009_PC-IND00.DWG

Référence Fichier

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

Echelle

Date

Indice

Attestation de la prise en compte de la réglementation environnementale RE2020

Vu pour être annexé à mon arrêté
du
11 FEV. 2025



Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

 FREDERIC DENIEL-PAGNOUX ARCHITECTE DPLG Ordre des Architectes n°075061 Cachet/Signature Architecte		24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS			
		Référence Dossier			
		Modification et extension d'un local d'activité 7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47			
		Intitulé et localisation			
		PC16-1_ATTESTATION-RE2020			
		Section			
24-009_PC-IND00.DWG		22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1-	PROJET	PC	
Référence Fichier		Echelle	Date	Indice	

Attestation du respect de la **réglementation environnementale RE2020**
au dépôt de la demande de permis de construire



GOUVERNEMENT

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Dans le présent document, le terme « bâtiment » s'entend également comme « partie de bâtiment »

Je soussigné : **M. Simon PRIEUR**

Adresse	14 RUE DE LA BOURGEOISERIE		
Code postal	28410	Localité	ABONDANT

Agissant en qualité de maître d'ouvrage ou de maître d'œuvre, si le maître d'ouvrage lui a confié une mission de conception de l'opération de construction suivante (extension $\leq 50 \text{ m}^2$ ou bâtiment hors maison individuelle $\leq 150 \text{ m}^2$ et $\leq 30\%$ de la Sref du bâtiment existant) :

24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS

située à :

Adresse	7 RUE DE VERSAILLES		
Code postal	78320	Localité	LE MESNIL SAINT DENIS

Référence(s) cadastrale(s) : **000 Z 105**

Surface de référence : **41 m²**

Coordonnées du maître d'œuvre : **Frédéric DENIEL-PAGNOUX**

Adresse	3 ALLEE JOSEPH AFCHAIN		
Code postal	78310	Localité	MAUREPAS

Atteste qu'au moment du dépôt de permis de construire (**pour toute extension de bâtiment $\leq 50 \text{ m}^2$ ou extension de bâtiment hors maison individuelle $\leq 150 \text{ m}^2$ et $\leq 30 \%$ de la Sref du bâtiment existant**) :

- Disposition 2 : L'opération de construction sus-citée respecte les exigences de performance énergétique et environnementale définie aux articles R. 172-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation (réglementation environnementale - RE2020).

Signataire : **M. Simon PRIEUR**


Le : 13/12/2024 Vu pour être annexé à mon arrêté

Signature : du 11 FEV. 2025






Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux





FREDERIC DENIEL-PAGNOUX
ARCHITECTE DPLG
Ordre des Architectes n°075061
Cachet/Signature Architecte



Cachet/Signature Client

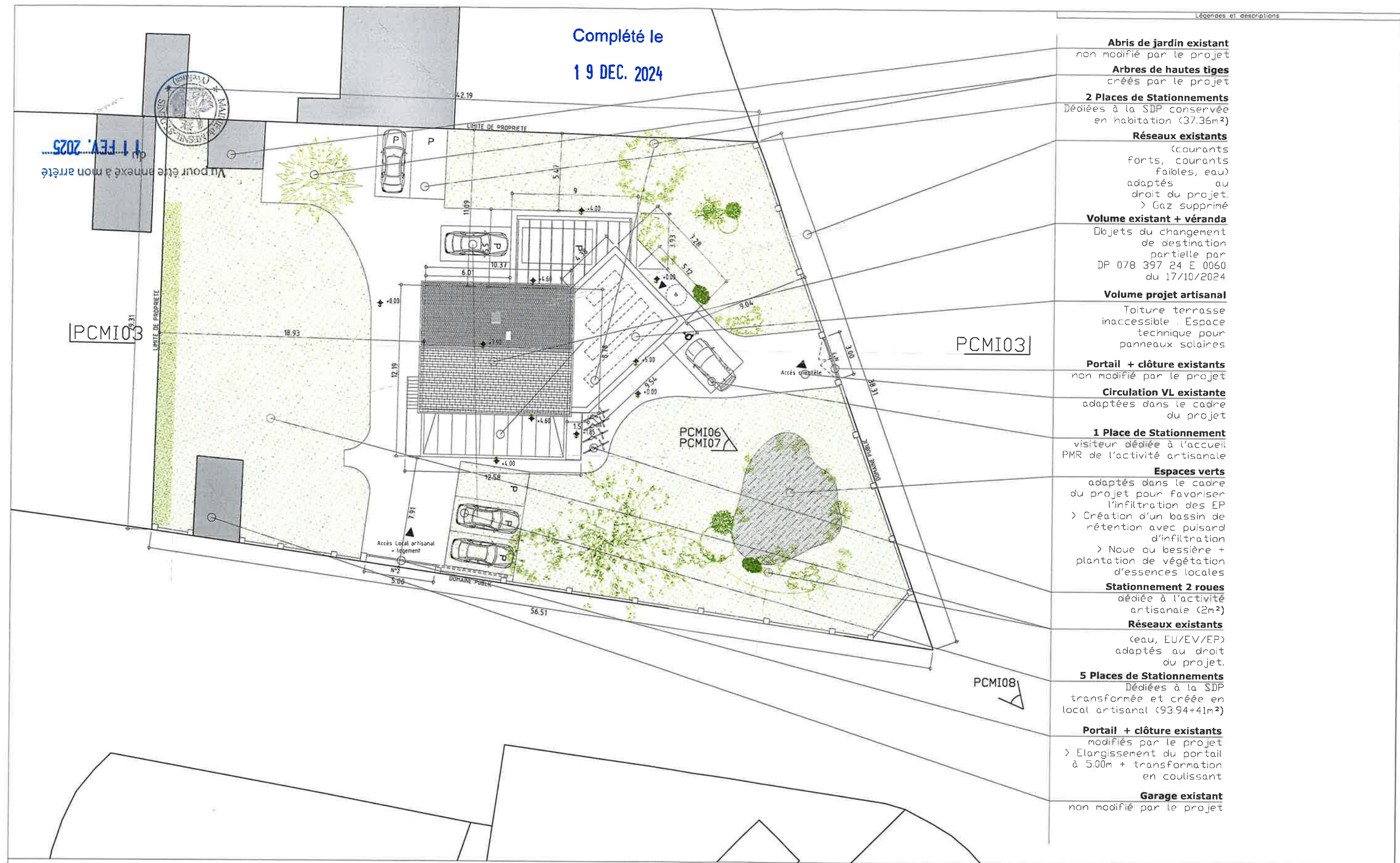
LEGENDE EXISTANT

	Surfaces végétalisées en pleine terre 996.42m²
	Surfaces VL et piétonnes enrobées 374.70m²





Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025
Application agréée E-legalite.com

TN Non modifié par le projet		
24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS		
Référence Dossier		
Modification et extension d'un local d'activité 7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis		
Intitulé et localisation de l'opération		
PC02_MASSE-EXISTANT	URBANISME	PC
Section	Etel	Phase
24-009_PC-IND01.DWG	1/250	18/12/2024
Référence Fichier	Echelle	Date
		Indice



Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

 <p>FREDERIC DENIEL-PAGNOUX ARCHITECTE DPLG Ordre des Architectes n°075061 Cachet/Signature Architecte</p>	 <p>Cachet/Signature Client</p>	<p>LEGENDE PROJET</p> <ul style="list-style-type: none"> Surfaces végétalisées en pleine terre 960.63m² dont 39.70m² de stationnement VL en evergreen Surfaces VL et piétonnes enrobées 321.54m²	<p>Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47</p> <p>REÇU EN PREFECTURE le 20/02/2025</p> <p>Application agréée E-legalite.com</p>			<p>TN Non modifié par le projet</p> <p>24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS</p> <p>Référence Dossier</p> <p>Modification et extension d'un local d'activité 7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis</p> <p>Intitulé et localisation de l'opération</p> <table><tr><td>PC02_MASSE-PROJET</td><td>URBANISME</td><td>PC</td></tr><tr><td>Section</td><td>Echelle</td><td>Phase</td></tr><tr><td>24-009_PC-IND01.DWG</td><td>1/250</td><td>01</td></tr><tr><td>Référence Fichier</td><td>Date</td><td>Indice</td></tr></table>			PC02_MASSE-PROJET	URBANISME	PC	Section	Echelle	Phase	24-009_PC-IND01.DWG	1/250	01	Référence Fichier	Date	Indice
			PC02_MASSE-PROJET	URBANISME	PC															
			Section	Echelle	Phase															
			24-009_PC-IND01.DWG	1/250	01															
Référence Fichier	Date	Indice																		
22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1																				

EXISTANT

Arbre de haute tige
supprimé et remplacé
par le projet

Volume existant + véranda
Objets du changement
de destination
partielle par
DP 078 397 24 E 0060
du 17/10/2024

Portail + clôture existants
non modifié par le projet

PROJET

Volumes créés
par le projet

Espaces verts
adaptés dans le cadre
du projet pour favoriser
l'infiltration des EP
> Création d'un bassin de
rétention avec puisard
d'infiltration
> Noue ou bessièrre +
plantation de végétation
d'essences locales

Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

TN Non modifié par le projet

24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS

Référence Dossier

Modification et extension d'un local d'activité

7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis

Intitulé et localisation de l'opération

PC03-EXISTANT/PROJET

URBANISME

PC

Section

24-009_PC-IND00.DWG

Référence Fichier

Echelle

1/250

Date

13/12/2024

Page

00

Indice

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1

LEGENDE EXISTANT
Existant non modifié

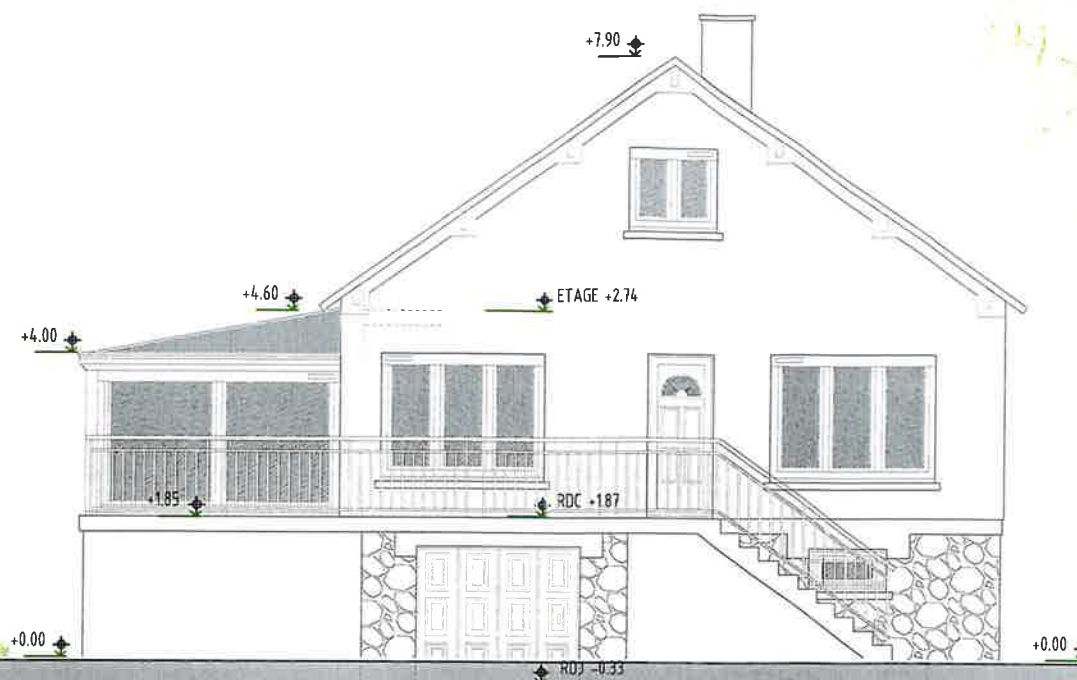
- Couverture :
- Tuiles terre cuite (65m²) brunes
- Façades :
- Enduit taloché ton pierre + modénatures blanches
 - Menuiseries PVC blanches. Vitrages clairs. Volets roulants aluminiums blanc
 - Véranda aluminium beige. Vitrages clairs. Volets roulants aluminiums beige.
 - Toiture PVC translucide.
- Végétaux :
- Grandes pelouses. Conifères de hautes tiges



11 FEV. 2025
du
Vu pour être annexé à mon arrêté

Pièce de substitution

06 FEV. 2025



LEGENDE PROJET

- Toitures terrasses :
- **Garage :**
 - > Zinc prépatiné en bac à tasseau sur volume garage. Cheneaux et descente EP en zing pré-patiné encastré + bac récupérateur d'eaux pluviales
 - **Local d'activité artisanal :**
 - > Toiture terrasse étanchée sous protection lourde gravillonnée sur local artisanal + panneaux solaires posés

Façades :

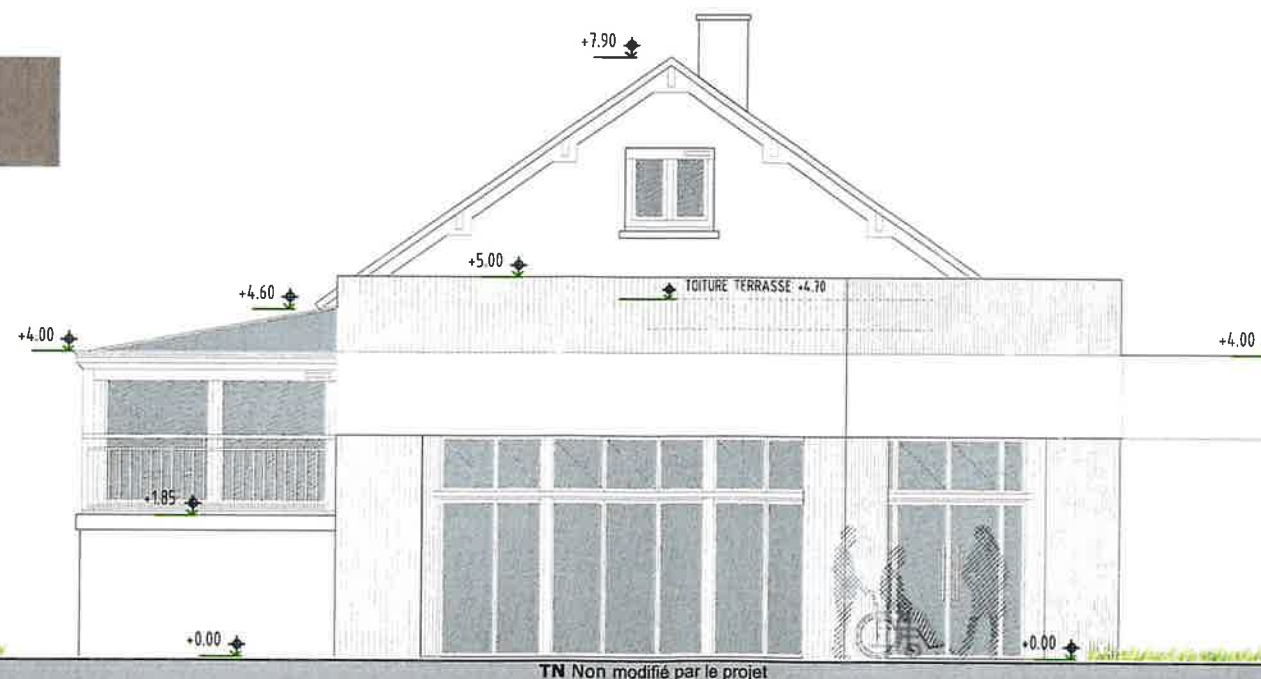
- **Garage + bandeau intermédiaire de façade destiné à recevoir la future enseigne commerciale** (Objet d'une demande d'enseigne spécifique):
 - > Enduit taloché ton pierre
 - > Porte de garage teinte A37 ou similaire
- **Local d'activité artisanal :**
 - > Bardage bois. Pose en vertical sur les surfaces courantes
 - > Menuiseries teinte A37 ou similaire. Vitrages clairs.

A 04

A 37

Végétaux :

- Compléments de végétalisation du jardin par des haies vives, plantes, arbustes et arbres d'essences locales. Création d'un bassin de rétention des eaux pluviales avec puisard d'infiltration



Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025
Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1

TN Non modifié par le projet

24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS

Référence Dossier

Modification et extension d'un local d'activité

7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis

Intitulé et localisation de l'opération

PC05-1
FACADE-SUD-EST

Section

24-009_PC-IND000.DWG

Référence Plan

PROJET

PC

04/01/2025

01

01

LEGENDE EXISTANT
Existant non modifié

- Couverture :**
- Tuiles terre cuite (65m²) brunes
- Façades :**
- Enduit taloché ton pierre + modénatures blanches
 - Menuiseries PVC blanches. Vitrages clairs. Volets roulants aluminiums blanc
 - Véranda aluminium beige. Vitrages clairs. Volets roulants aluminiums beige.
 - Toiture PVC translucide.
- Végétaux :**
- Grandes pelouses. Conifères de hautes tiges



Vu pour être annexé à mon arrêté
du 11.FEV.2025

pièce substitutive
06.FEV.2025

+0.00

+1.85

+7.90

+4.57

+1.85

+0.00

LEGENDE PROJET

- Toitures terrasses :**
- **Garage :**
 - > Zinc prépatiné en bac à tasseau sur volume garage. Cheneaux et descente EP en zing pré-patiné encastré + bac récupérateur d'eaux pluviales
 - **Local d'activité artisanal :**
 - > Toiture terrasse étanchée sous protection lourde gravillonnée sur local artisanal + panneaux solaires posés

- Façades :**
- **Garage + bandeau intermédiaire de façade destiné à recevoir la future enseigne commerciale (Objet d'une demande d'enseigne spécifique):**
 - > Enduit taloché ton pierre
 - > Porte de garage teinte A37 ou similaire
 - **Local d'activité artisanal :**
 - > Bardage bois. Pose en vertical sur les surfaces courantes
 - > Menuiseries teinte A37 ou similaire. Vitrages clairs.

- Végétaux :**
- Compléments de végétalisation du jardin par des haies vives, plantes, arbustes et arbres d'essences locales. Création d'un bassin de rétention des eaux pluviales avec puisard d'infiltration

A 04

A 37

+5.00

+4.00

+7.90

+4.57

+1.85

+0.00

TN Non modifié par le projet

Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1

TN Non modifié par le projet

24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS

Référence Dossier

Modification et extension d'un local d'activité

7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis

Intitulé et adresse de l'opération

PC05-2
FACADE-NORD-EST

PROJET

PC

Section

Date

Version

24-009_PC-000.DWG

1/00

04/01/2025

01

Référence Plan

Intitulé

Date

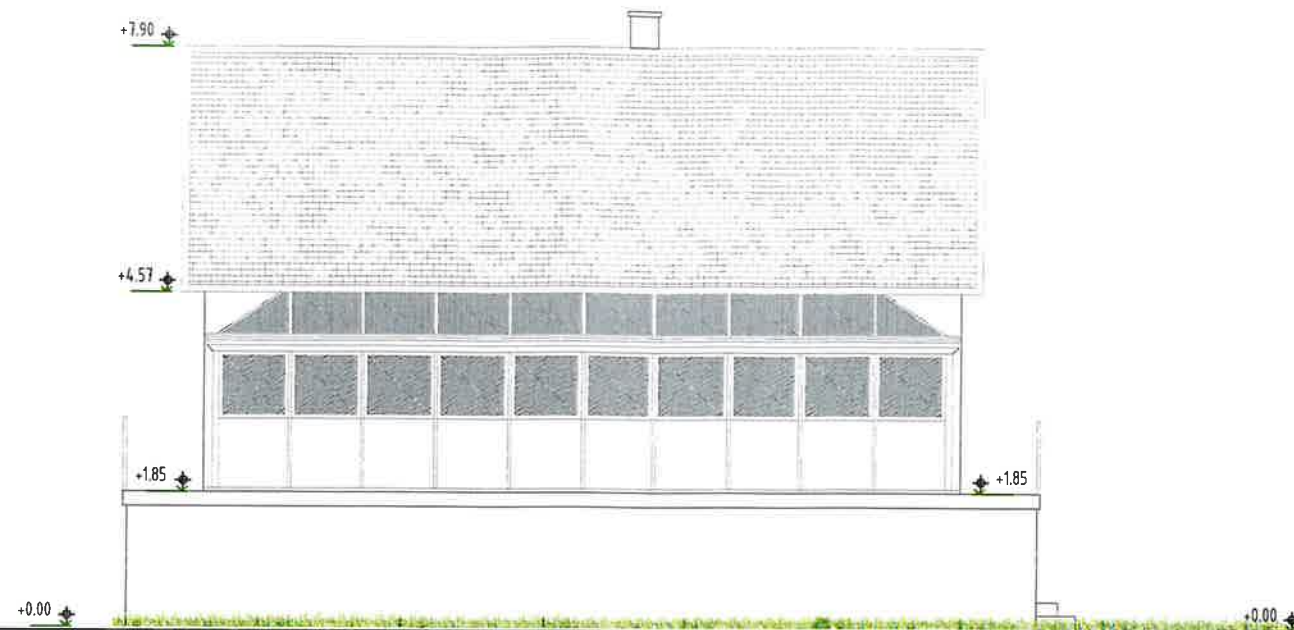
Version

LEGENDE EXISTANT

- Existant non modifié
- Couverture :
 - Tuiles terre cuite (65m²) brunes
 - Façades :
 - Enduit taloché ton pierre + modénatures blanches
 - Menuiseries PVC blanches. Vitrages clairs. Volets roulants aluminiums blanc
 - Véranda aluminium beige. Vitrages clairs. Volets roulants aluminiums beige.
 - Toiture PVC translucide.
 - Végétaux :
 - Grandes pelouses. Conifères de hautes tiges



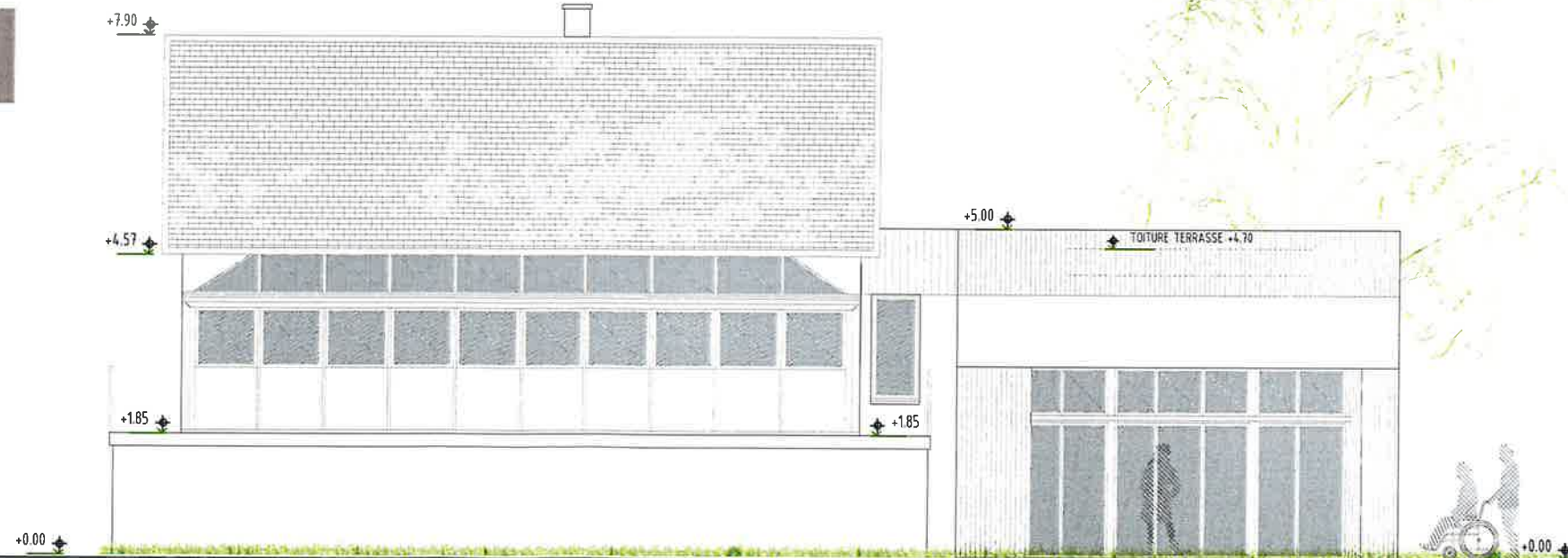
11 FEB. 2025
Vu pour être annexé à mon arrêté



pièce substitutive
06 FEB. 2025

LEGENDE PROJET

- Toitures terrasses :
- **Garage :**
 - > Zinc prépatiné en bac à tasseau sur volume garage. Cheneaux et descente EP en zing pré-patiné encastré + bac récupérateur d'eaux pluviales
 - **Local d'activité artisanal :**
 - > Toiture terrasse étanchée sous protection lourde gravillonnée sur local artisanal + panneaux solaires posés
- Façades :
- **Garage + bandeau intermédiaire de façade destiné à recevoir la future enseigne commerciale (Objet d'une demande d'enseigne spécifique):**
 - > Enduit taloché ton pierre
 - > Porte de garage teinte A37 ou similaire
 - **Local d'activité artisanal :**
 - > Bardage bois. Pose en vertical sur les surfaces courantes
 - > Menuiseries teinte A37 ou similaire. Vitrages clairs.
- Végétaux :
- Compléments de végétalisation du jardin par des haies vives, plantes, arbustes et arbres d'essences locales. Création d'un bassin de rétention des eaux pluviales avec puisard d'infiltration



TN Non modifié par le projet

Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025
Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1

TN Non modifié par le projet

24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS

Référence Dossier

Modification et extension d'un local d'activité
7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis

Intitulé et description de l'opération

PROJET	PC
PC05-3 FACADE-SUD-OUEST	PC
Sec. 0	Prose
24-009_PC-ND00.DWG	0
Référence Plan	Référence
1/00	04/02/2025
Scale	Date

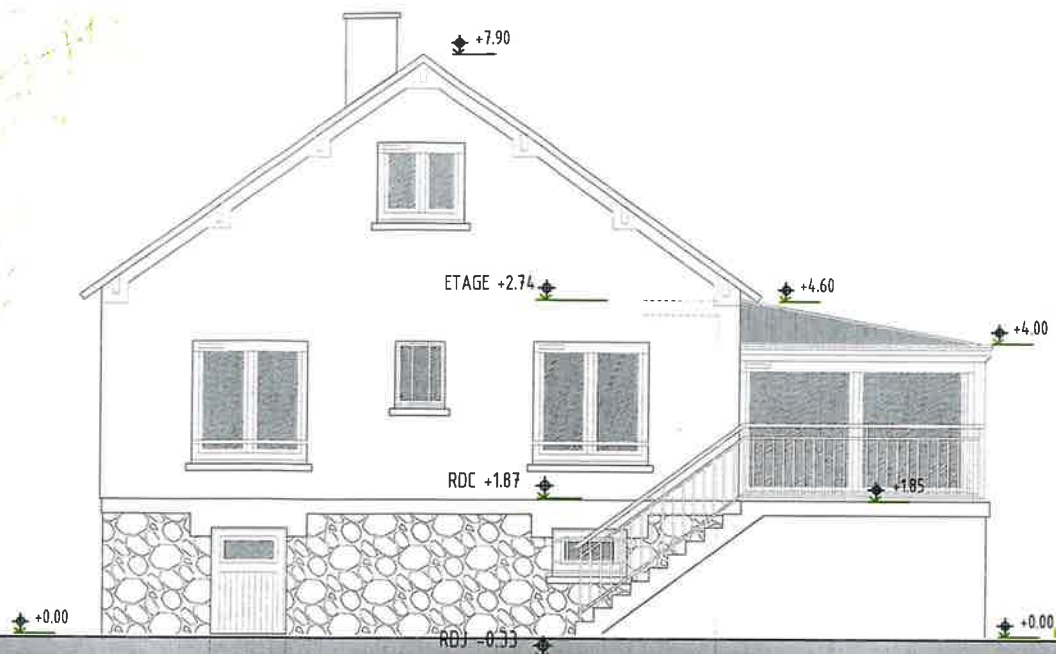
LEGENDE EXISTANT
Existant non modifié

- Couverture :**
- Tuiles terre cuite (65m²) brunes
- Façades :**
- Enduit taloché ton pierre + modénatures blanches
 - Menuiseries PVC blanches. Vitrages clairs. Volets roulants aluminiums blanc
 - Véranda aluminium beige. Vitrages clairs. Volets roulants aluminiums beige.
 - Toiture PVC translucide.
- Végétaux :**
- Grandes pelouses. Conifères de hautes tiges

du 11.FEV.2025
Vu pour être annexé à mon arrêté



Limite de propriété



pièce substitutive
06 FEV. 2025

Limite de propriété

LEGENDE PROJET

- Toitures terrasses :**
- **Garage :**
 - > Zinc prépatiné en bac à tasseau sur volume garage. Cheneaux et descente EP en zing pré-patiné encastré + bac récupérateur d'eaux pluviales
 - **Local d'activité artisanal :**
 - > Toiture terrasse étanchée sous protection lourde gravillonnée sur local artisanal + panneaux solaires posés

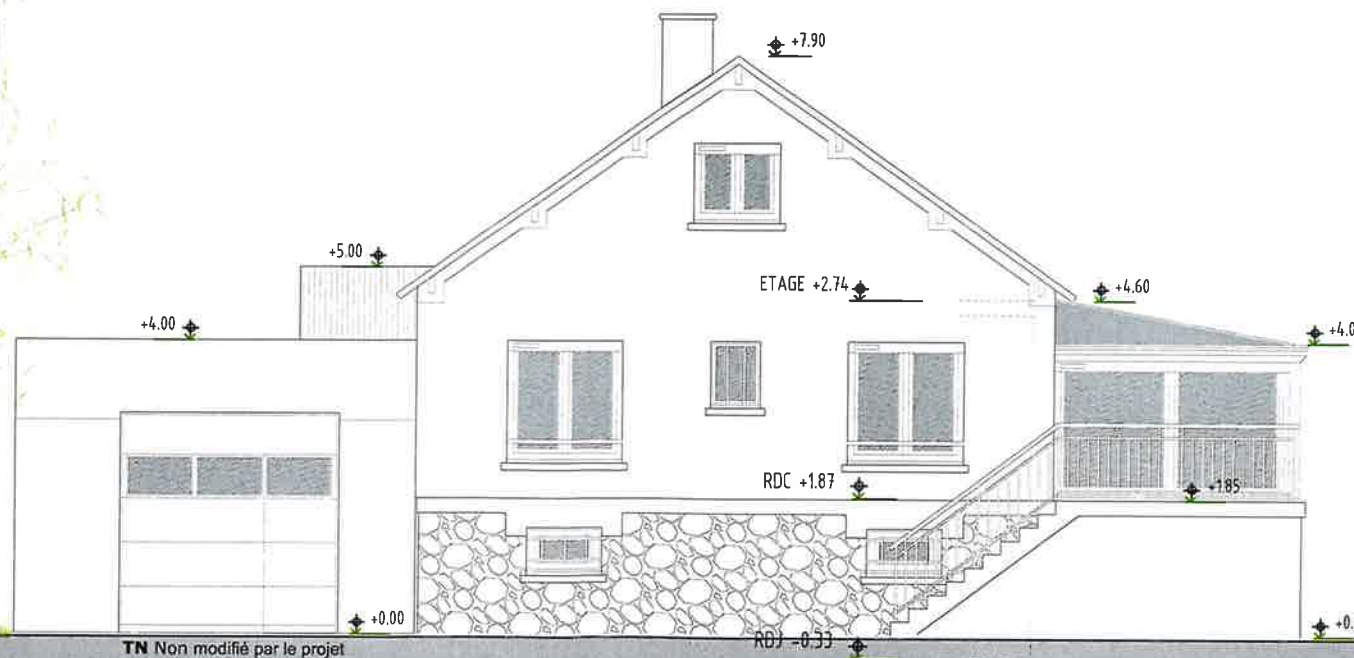
- Façades :**
- **Garage + bandeau intermédiaire de façade destiné à recevoir la future enseigne commerciale (Objet d'une demande d'enseigne spécifique):**
 - > Enduit taloché ton pierre
 - > Porte de garage teinte A37 ou similaire
 - **Local d'activité artisanal :**
 - > Bardage bois. Pose en vertical sur les surfaces courantes.
 - > Menuiseries teinte A37 ou similaire. Vitrages clairs.

- Végétaux :**
- Compléments de végétalisation du jardin par des haies vives, plantes, arbustes et arbres d'essences locales. Création d'un bassin de rétention des eaux pluviales avec puisard d'infiltration

A 04

A 37

Limite de propriété



TN Non modifié par le projet

Limite de propriété

Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1

TN Non modifié par le projet

24-009_PRIEUR # LE MESNIL SAINT DENIS

Référence Dossier

Modification et extension d'un local d'activité

7, Rue de Versailles 78320 Le Mesnil Saint Denis

Intitulé et localisation de l'opération

PC05-4	PROJET	PC
FACADE-NORD-OUEST		
Secteur	Projet	Dossier
24-009_PC-N000.DWG	1/00	04/01/2025
Référence Plan	Levee	Date
		Tracé

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1

pièce substitutive
06 FEV. 2025

Vu pour être annexé à mon arrêté
du 11 FEV. 2025



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-217803972-20250211-URB_25_02_1

Le présent document n'est valable que pour l'obtention de l'autorisation de construire et ne peut en aucun cas être utilisé pour l'exécution des travaux

FREDERIC DENIEL-PAGNOUX
ARCHITECTE DPLG

fdp

Ordre des Architectes n°075061

Conseil/Signature Architecte

Conseil/Signature Client

24-009_PRIEUR // LE MESNIL SAINT DENIS

Référence Dossier

Modification et extension d'un local d'activité

7, Rue de Versailles 78520 Le Mesnil Saint Denis

Intitulé et localisation de l'opération

PC06_INSCRIPTION

Section

24-009_PC_INSCRIPTION

Référence Dossier

PROJET

Etat

04/01/2025

Créer

Date

PC

Projet

01

Intitulé

RE: Projet LE MESNIL SAINT DENIS - M. PRIEUR - PC n° 078 397 24 E0009

À partir de Isabelle BEAUVILLARD <i.beauvillard@parc-naturel-chevreuse.fr>

Date Lun 06/01/2025 16:17

À Laurent LARREGAIN <llarregain@lemesnilsaintdenis.fr>

Cc Service Urbanisme <urba@lemesnilsaintdenis.fr>

📎 1 pièce jointe (5 Mo)

plaquette_essence_loc_2022.pdf;

Références

Commune :	LE MESNIL SAINT DENIS
Nature du dossier :	Extension
Demandeur :	M. PRIEUR
Numéro de Permis :	PC n° 078 397 24 E0009
Localisation du projet	7 rue de Versailles
Objet de la note :	Avis sur le projet
Interlocuteurs :	Mairie du Mesnil Saint Denis,
Dossier suivi par :	Isabelle BEAUVILLARD, mission architecture
Note transmise :	Le 6 janvier 2024

Le Parc précise que ce conseil est émis dans le seul but d'aider à la décision. Il ne présume pas de l'autorisation délivrée par le Maire et de l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France (A.B.F.). L'architecte conseil du Parc intervient au titre de simple conseil. En aucun cas son intervention peut engager sa responsabilité. La commune ou le porteur de projet privé doivent s'entourer des missions de maîtrise d'œuvre nécessaires pour la parfaite exécution des ouvrages selon les règles de l'art.

Projet



Vu pour être annexé à mon avis
du

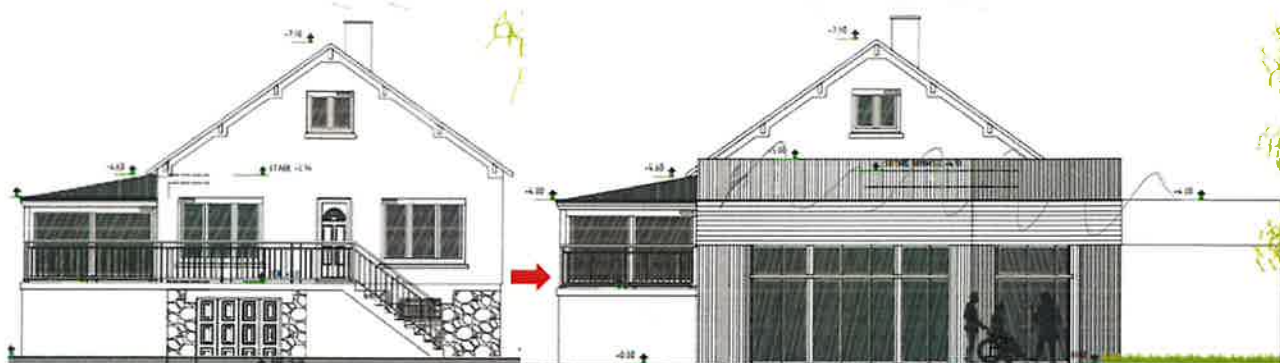


Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1



Vu pour être annexé à mon arrêté
du

11 FEV. 2025



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1



Conseil

• Concernant l'implantation :

La parcelle se trouve en entrée de ville, le projet aura un impact non négligeable sur le visuel paysager global avec des volumes projetés qui rompent l'alignement des constructions, le long de la rue de Versailles :



Vu pour être annexé à mon arrêté
du11-FEV-2025



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

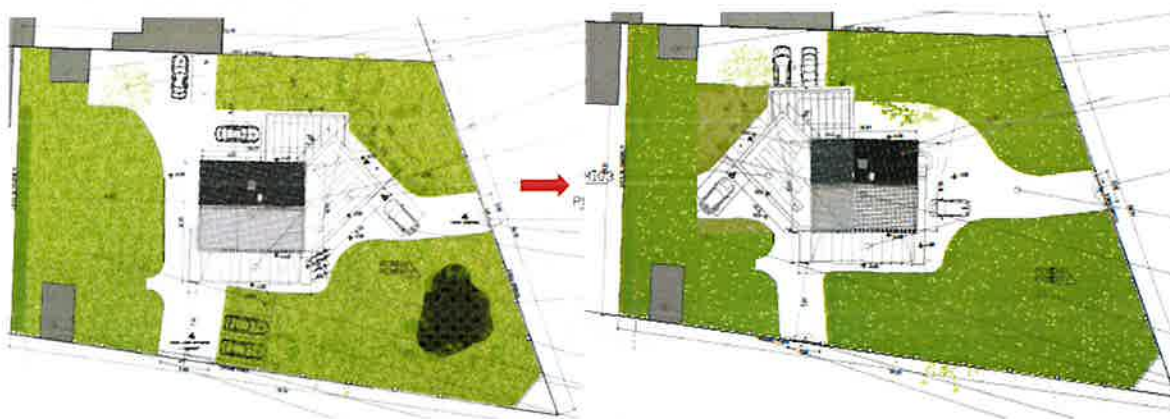
REÇU EN PREFECTURE
le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1



De fait, pour une bonne intégration d'une extension sur cette parcelle, il serait préférable de réfléchir l'extension façade Nord-Ouest pour un impact limité et pour conserver le principe d'alignement des autres constructions :



• **Concernant le volume de l'extension :**

Quoiqu'il en soit, le Parc conseille de reprendre la hauteur du volume destiné au commerce en supprimant le fronton, sans dépasser la hauteur du garage pour une rendu moins massif et moins impactant.



Vu pour être annexé à mon arrêté

du 11-11-2025



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1



• Concernant le bardage

Le Parc conseille d'opter pour du bardage bois naturel et non traité. Il peut être simplement pré grisé pour anticiper sur le vieillissement, utiliser par exemple les lasures LIVOS ou équivalent ; ou encore du bardage châtaigner vertical à parement brut type RAHUEL, profil n°5 : www.rahuelbois.com ou NEW GREY de [LB wood](#).

Le bois composite est proscrit.



Eviter toutes les essences exotiques au profit des essences françaises comme le Châtaignier, le Pin douglas, le Chêne et le Mélèze.

• Concernant l'enduit

La ref A07 est très claire et très jaune :



Pour une intégration plus discrète, il est conseillé d'opter pour une teinte plus neutre.

La teinte la plus claire A04 est réservée aux encadrements éventuellement.

Cette gamme est volontairement restreinte pour rester neutre et éviter les tonalités trop roses, jaunes, oranges ou trop blanches, l'idée étant d'intégrer la construction le plus discrètement possible dans le site et de limiter son impact notamment en façade Nord Est



Vu pour être annexé à mon arrêté
du **11 FEV. 2025**



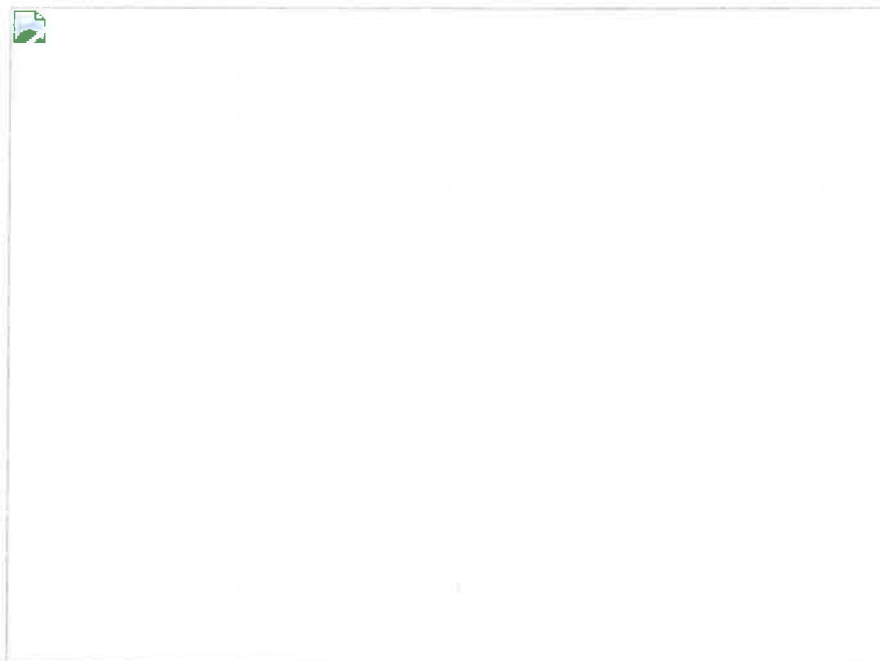
Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1



Préférer les enduits à la chaux (NHL 3,5 chaux hydraulique naturelle ou CL 90 chaux aérienne) plutôt que des enduits à base de ciment. La chaux est fongicide et insecticide.

• **Concernant la toiture :**

Pour la toiture plate de l'extension :

Opter pour une toiture plate végétalisée pour favoriser la rétention d'eaux de pluie et la biodiversité



Pour la toiture du garage

Le Parc recommande de choisir du zinc pré patiné à joint debout de teinte quartz par exemple, ou similaire.



► **Concernant les aménagements extérieurs :**

Concernant les clôtures :

Privilégier des haies végétales mélangées d'essences locales (conf liste arbres et haies jointes).

Ex de haie mélangée :



14 FEB 2025
Vu pour être annexé à mon arrêté
du

Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

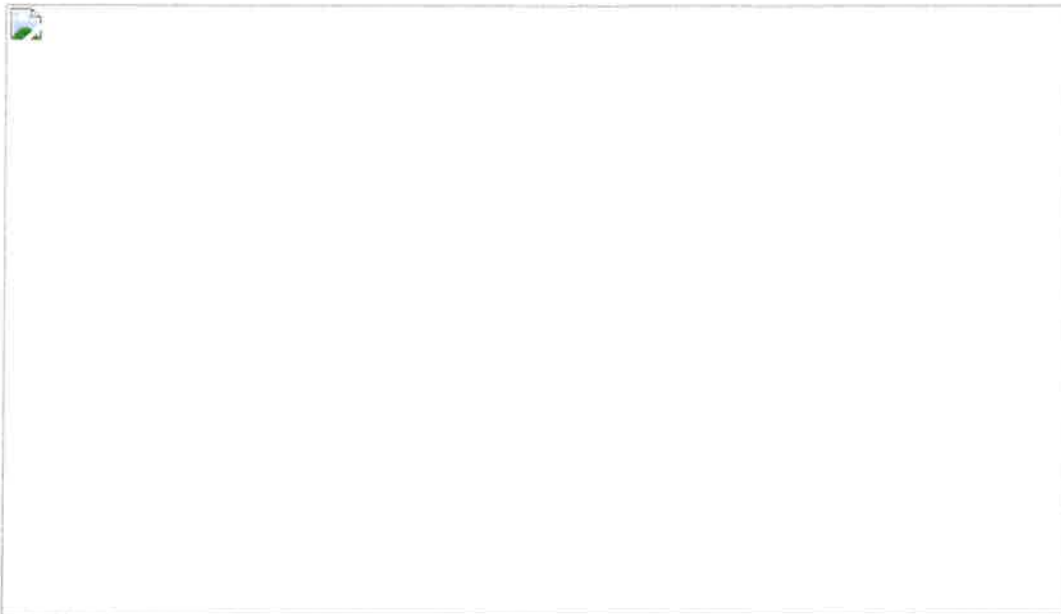
Les haies mono-spécifiques de conifères ou de lauriers sont à proscrire.

Pour le changement du portail :

Avec les 2 accès existants sur la parcelle, il est largement possible de gérer le flux sans un tel élargissement.

Le Parc précise que les portails en alu plein au rendu trop urbain sont déconseillés sur ce site.

Au regard du contexte il est recommandé de rester sur des modèles acier ou bois, simples, horizontal sur le dessus à barreaudage vertical et de préférence ajouré :



Même travaillé en bois.



Le Parc reste à votre disposition



Isabelle BEAUVILLARD chargée d'étude architecture

MISSION ARCHITECTURE

i.beauvillard@parc-naturel-chevreuse.fr

01 30 52 09 09 / 01 30 47 62 22

www.parc-naturel-chevreuse.fr

Château de la Madeleine – Chemin Jean racine – 78 472 Chevreuse

Vu pour être annexé à mon arrêté
du **11 FEV. 2025**



Mis en ligne le 20/02/2025 à 18h47

REÇU EN PREFECTURE

le 20/02/2025

Application agréée E-legalite.com

22_DD-078-2178 03972-2025 0211-URB_25_02_1

Monsieur Christophe BUHOT
Maire du MESNIL-SAINT-DENIS
1 rue Henri Husson
78320 LE MESNIL-SAINT-DENIS

À l'attention du Service Urbanisme
Saulx-les-Chartreux, le 14 janvier 2025

Suivi par Benoît SIBRE
N/Réf : MB/VM/BS/2025-35

Avis sur demande d'autorisation d'urbanisme
Dossier : PC 7839724E0011
Pétitionnaire : SJ2C représentée par M. Simon PRIEUR
Opération : Extension
Adresse : 7 rue de Versailles
78320 Le Mesnil-Saint-Denis

AVIS À FAIRE FIGURER SUR L'ARRÊTÉ

Avis eaux usées favorable :

Le raccordement des évacuations des eaux usées s'effectuera en système séparatif sur la canalisation d'eaux usées du réseau intérieur existant, après avoir contrôlé sa conformité.
Les constructions doivent respecter le Règlement d'Assainissement Collectif du SIAHVVY.

Avis eaux pluviales favorable sous conditions :

Au vu des éléments fournis dans le dossier de demande de permis de construire et conformément aux prescriptions du SAGE Orge-Yvette, les eaux pluviales seront infiltrées sur la parcelle, aucun rejet sur le réseau public d'eaux pluviales ne sera effectué, hormis le trop-plein des ouvrages. Cet avis est délivré sous réserve des résultats d'une étude de perméabilité du sol qui sera effectuée par le pétitionnaire. Une attention particulière devra être apportée au choix et au dimensionnement des ouvrages d'infiltration.

À titre informatif, et conformément à l'article L.1331-7 du Code de la santé publique, le règlement de la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif interviendra à la date du raccordement au réseau public de collecte des eaux usées de l'immeuble, de l'extension de l'immeuble ou de la partie réaménagée de l'immeuble, dès lors que ces travaux génèrent des eaux usées supplémentaires ou qu'au moins une pièce principale supplémentaire est créée par des travaux d'extension ou d'aménagement et après réception du titre émis par la Trésorerie.

Sur la base de la Surface de Plancher, soit :

41 m² x 12,67 € = 519,47 EUROS

100 % au bénéfice du SIAHVVY : 519,47 EUROS

Vu pour être annexé à mon arrêté
du **11 FEV. 2025**



Président,

Philippe BARRET